

**GROUPE DE DIALOGUE SOCIAL ET POLITIQUE (GDSP)**

**Propositions des organisations de producteurs et de la société civile dans le cadre de la formulation du Programme national d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN)**

**Janvier 2018**



# FEED THE FUTURE

The U.S. Government's Global Hunger & Food Security Initiative

La publication de ce document a été assurée avec l'appui de l'Initiative alimentaire pour l'avenir du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de son projet **Feed the Future Senegal : Programme pour l'Accroissement de l'Investissement Agricole**, mis en œuvre par Africa Lead.

## DISCLAIMER

Le point de vue émis dans cette publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Agence Américaine pour le Développement International ou celui du Gouvernement Américain.



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**Africa Lead**  
*Scaling up for food security in Africa*

# Table des matières

<b>Acronymes</b> .....	<b>5</b>
<b>1. Mots du Président du GDSP</b> .....	<b>7</b>
<b>2. Introduction et contextualisation</b> .....	<b>9</b>
<b>3. Présentation du GDSP</b> .....	<b>11</b>
<b>4. Méthodologie élaborée par le GDSP pour l'élaboration de ses propositions</b> .....	<b>14</b>
<b>5. Bilan sur le PNIA 1</b> .....	<b>16</b>
<b>6. Propositions des OP et de la Société Civile dans le cadre de la formulation du PNIASAN</b> .....	<b>17</b>
Projet 1 : Programme d'appui et accompagnement du GDSP dans la socialisation, le suivi, l'animation du dialogue politique autour de la mise en œuvre du PNIASAN et des politiques publiques.....	18
Projet 2 : Programme d'accroissement et de préservation des bases productives des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.....	23
Projet 3 : Programme de promotion d'une Gouvernance inclusive pour une gestion durable des ressources foncières, pastorales et halieutiques.....	29
Projet 4 : Programme de développement de systèmes alimentaires basés sur la promotion des produits locaux. ....	32
<b>7. Conclusion</b> .....	<b>35</b>



## Acronymes

---

<b>Africa Lead</b>	Programme de renforcement des capacités pour la transformation de l'Agriculture en Afrique
<b>ANE</b>	Acteurs Non Etatiques
<b>CNCR</b>	Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux
<b>CRAFS</b>	Cadre de Réflexion et Actions sur le Foncier au Sénégal
<b>CR-GDSP</b>	Comités régionaux du GDSP
<b>DAPSA</b>	Direction de l'Analyse et de la Prévision des Statistiques Agricoles
<b>EF</b>	Exploitations Familiales
<b>FRL</b>	Fondation Rosa Luxembourg
<b>FRM</b>	Forum Rural Mondial
<b>GDRN</b>	Gestion Durable des Ressources Naturelles
<b>GDSP</b>	Groupe de Dialogue Social et Politique
<b>GDT</b>	Gestion Durable des Terres
<b>HCCT</b>	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
<b>IEC</b>	Information – Education - Communication
<b>ONG</b>	Organisations Non Gouvernementales
<b>OP</b>	Organisations de Producteurs
<b>OPPA</b>	Organisations de Producteurs et Professionnels Agricoles
<b>OSC</b>	Organisations de la société civile
<b>P2RS</b>	Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnel dans le Sahel
<b>PAPA</b>	Projet d'Appui aux Politiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural
<b>PDDAA</b>	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PMI</b>	Petites et Moyennes Industries
<b>PNIA</b>	Programme National d'Investissement Agricole

---

<b>PNIASAN</b>	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>PRIASAN</b>	Programme Régional d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>ROPPA</b>	Réseau des Organisation Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
<b>SAN</b>	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
<b>SC</b>	Société Civile
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UNDESA</b>	United Nations Department of Economic and Social Affairs
<b>ZAE</b>	Zones agroécologiques

## Mots du Président du GDSP

La question des investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques occupe une place importante dans les débats relatifs aux politiques publiques, tant en termes de montants alloués qu'en termes d'orientation de ces investissements. La déclinaison de ces questions d'investissements en programmes et projets opérationnels aux différents niveaux constituent des enjeux essentiels dont seront tributaires les exploitations agricoles familiales et leur capacité à assurer les fonctions essentielles qui leur sont dévolues à savoir nourrir une population sans cesse croissante et qui s'urbanise. Leur élaboration, leur mise en œuvre, ainsi que le suivi et l'évaluation de leurs effets constituent des questions cruciales qui exigent des organisations socioprofessionnelles agricoles et de la société civile des capacités de veille stratégique, d'anticipation et surtout d'organisation. Actuellement, le processus d'élaboration du Programme National d'Investissement Agricole pour Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN) est toujours en cours et offre l'opportunité de contribuer à une clarification des enjeux, défis et propositions sur l'investissement agricole.

Il apparaît dès lors que la participation des Organisations paysannes et de la Société civile à ce processus contribuera à l'obtention de résultats probants et permettra de mieux les orienter. L'engagement et la mobilisation dans ce processus exigent, entre autres, une bonne compréhension des enjeux clés et des défis actuels mais surtout de l'harmonisation et de la complémentarité dans les actions.

Autant la réussite du processus dépend du niveau de participation de tous les acteurs, autant l'appropriation et la contribution de nous tous dépendront de l'engagement et de la responsabilité des uns et des autres dans l'orientation, la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation du PNIASAN.

C'est la raison pour laquelle, et considérant tout l'intérêt accordé au principe d'implication de tous les acteurs, le CNCR, mandaté par les Organisations de Producteurs et de la Société Civile a pris l'initiative de redynamiser le Groupe de Dialogue Social et Politique pour une meilleure participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Nous nous réjouissons de disposer au sein de la Société Civile d'un tel espace qui nous offre l'opportunité d'avoir voix au chapitre dans la conception et dans la mise en œuvre du PNIASAN et des politiques agricoles de façon générale, notamment en cette période sensible où le monde rural Sénégalais est interpellé par de nouveaux défis qui ont pour nom, entre autres : productivité agricole, autosuffisance alimentaire, investissements agricoles, changements climatiques, financement de l'agriculture, l'affirmation du genre dans l'agriculture, etc.

Comme vous le savez, au niveau sous régional, les Organisations paysannes des producteurs, des éleveurs, des pasteurs et des pêcheurs ont joué un rôle déterminant pour donner au Programme Régional d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PRIASAN) un contenu qui prend largement en compte nos préoccupations. Au niveau national, nous prenons l'engagement pour que le programme, non seulement traduise les priorités des organisations paysannes et de la Société civile, mais aussi prenne en compte les préoccupations des exploitations familiales.

Emprunter le chemin du développement de notre Agriculture, c'est accepter de s'engager résolument dans la voie de l'autosuffisance qui est celle du financement, de la transformation, de la responsabilisation, du dialogue et de la complémentarité des efforts. C'est aussi accepter de transformer notre environnement dans toutes ses dimensions pertinentes pour en faire un environnement propice à l'émergence d'une société prospère et ouverte, inclusive et solidaire.

Sans un engagement collectif responsable et pleinement assumé par l'ensemble des parties prenantes du secteur, aucun défi ne sera relevé. C'est dans cet esprit que je voudrais ici engager les organisations paysannes et de la société civile à œuvrer dans le dialogue et la concertation sur toutes les thématiques qui interpellent les acteurs du secteur primaire. C'est en cela que j'en appelle au soutien de l'Etat et de tous les partenaires techniques et financiers pour accompagner le GDSP afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle.

Je ne saurai terminer mon propos sans rendre un hommage particulier à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration du document notamment:

- Les membres du GDSP dans leur ensemble ainsi que le Comité technique
- Le Gouvernement du Sénégal à travers la Direction de l'Analyse et de la Prévision des Statistiques Agricoles (DAPSA)
- Les Partenaires techniques et financiers à travers la Fondation Rosa Luxembourg (FRL), le Forum Rural Mondial (FRM), le Réseau des Organisation Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), l'Association Sénégalaise pour la Promotion du développement à la base (ASPRODEB), Africa Lead, le Projet d'Appui aux Politiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural (PAPA MAER) et le Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnel dans le Sahel (P2RS).

**M. Nadjirou Sall**  
**President du GDSP**



## 1. Introduction et contextualisation

L'évaluation de la première génération des PNIA qui a eu lieu en 2015 a recommandé de poursuivre l'élaboration d'une seconde phase de ces investissements en incorporant les leçons de la première génération. Ainsi, sept enjeux majeurs ont été identifiés en Afrique de l'Ouest dans le PDDAA, à savoir (i) assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire, (ii) mieux intégrer la dimension nutritionnelle, (iii) affirmer et développer la complémentarité/spécialisation des agricultures dans l'espace régional, (iv) promouvoir des modèles d'intensification durable, réduire les impacts sur le climat et s'adapter aux changements climatiques, (v) accroître la résilience des exploitations familiales, (vi) mieux hiérarchiser les priorités au niveau régional, (vii) gouverner l'intersectoriel. En outre, le bilan en appelle à la promotion de chaînes de valeur, à une plus large prise en compte de l'élevage et des sous-produits animaux ainsi qu'à accorder une plus forte priorité à l'emploi des jeunes.

Cette seconde génération de PNIASAN, pour y arriver, devra répondre à plusieurs défis dont (i) une plus forte implication des Organisations de Producteurs (OP) dans la gouvernance de cet instrument, (ii) des investissements qui ne soient pas source de spoliation foncière et d'exploitation minière dans les zones agricoles, (iii) une dynamique de partenariat entre les OP et les autres acteurs du secteur privé pour transformer et moderniser aussi bien l'agriculture que l'agro-alimentaire afin qu'elle réponde aux besoins alimentaires d'une population ouest-africaine croissante et urbanisée.

Partant de ces considérations et conscients de leurs rôles et responsabilités dans les transformations sociales et économiques de l'Agriculture au sens large, les Organisations de Producteurs et de la Société civile, à travers le Groupe de Dialogue Social et Politique (GDSP) présidé et animé par le CNCR, se sont résolument engagées à participer, à contribuer et à s'impliquer significativement dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PNIASAN.

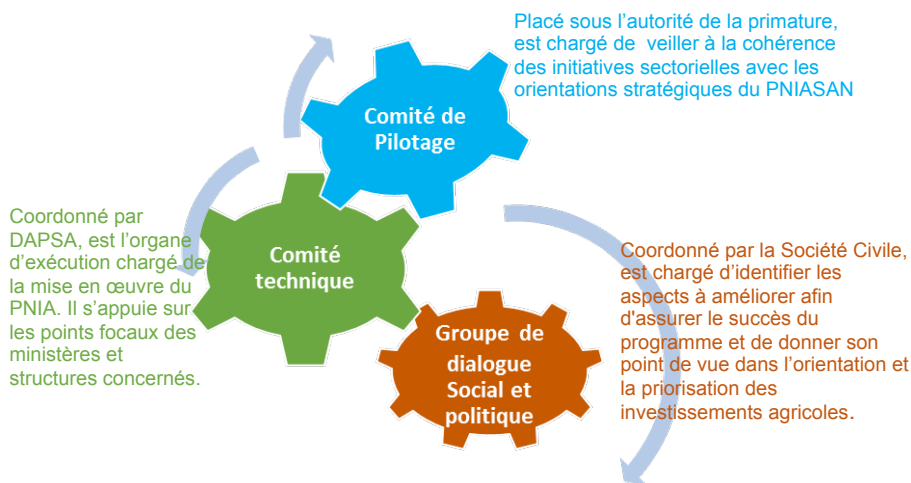
Pour y arriver, une démarche méthodologique, des mécanismes et modalités de participation ont été définis à travers un processus qui a conduit à la mise en œuvre de plusieurs activités notamment : (i) l'élaboration d'une note de cadrage et d'approche pour la construction des propositions, (ii) l'animation de cinq ateliers zonaux (Zones agro-écologiques) de concertations avec les acteurs ainsi que d'un atelier avec les jeunes et les femmes et (iii) de plusieurs rencontres du comité technique pour la finalisation des propositions. Plus de **200 OP/OSC** ont participé à l'ensemble des concertations et consultations parmi lesquelles **63** sont des organisations de femmes soit **31 %**.

Ce travail a permis de réaliser un bilan sommaire des programmes de développement actuels et précédents et d'identifier les investissements prioritaires en valorisant et en prenant en compte les potentialités, les spécificités et la vocation économique des territoires. Un atelier national sur le rôle des jeunes et des femmes dans l'agriculture a permis de compléter ces consultations.

Ce document présente une synthèse des propositions des Organisations paysannes et de la société civile dans le cadre du processus de formulation du Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN). Après une présentation sur le GDSP, notamment son objectif, sa mission et sa composition, il rappelle l'importance de la participation citoyenne à travers les enjeux et défis du programme. Ensuite, il revient sur la méthodologie adoptée pour l'élaboration des propositions, le bilan sur la première génération avant de présenter les propositions des OP et de la société civile.

## 2. Présentation du GDSP

Les Acteurs Non Etatiques (ANE) du Sénégal ont entrepris de constituer le Groupe Dialogue Social et Politique, qui a une mission : (i) d'interface, de mobilisation et de facilitation du dialogue entre les acteurs de la société civile et les décideurs étatiques, (ii) d'information et de communication sur l'état d'avancement et l'évaluation du PNIASAN et généralement sur les politiques agricoles. Il constitue le troisième pilier du dispositif institutionnel de gouvernance du programme comme le montre le schéma suivant :



Le rôle du Groupe de Dialogue Social et politique (GDSP) consiste plus particulièrement à mettre en place un mécanisme crédible et fonctionnel visant à :

- Fournir aux autorités publiques, aux partenaires, aux collectivités locales et aux autres acteurs un feedback régulier sur la mise en œuvre des politiques publiques notamment le PNIASAN ;
- Favoriser l'appropriation du GDSP par les populations à la base ;
- Contribuer à l'identification des priorités, la cohérence et la pertinence des actions des projets et programmes à la base notamment celles du PNIASAN ;
- Participer à la revue périodique de la mise en œuvre des programmes en vue d'identifier les aspects à améliorer afin d'assurer leurs succès ;
- Faciliter et veiller à la prise en compte effectives des questions de genre et d'équité dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques ;

- Communiquer en direction de l'Etat, des populations et des Partenaires à tous les niveaux pour faciliter le dialogue entre parties prenantes ;
- Faciliter le lien entre les différents niveaux à travers un déploiement sur tout le territoire national.

Les Organisations de producteurs et la société civile, dans le cadre du processus du PNIASAN, ont défini de façon consensuelle une vision partagée qui devra régir les interventions du GDSP dans le cadre spécifique du PNIASAN. La vision est la suivante : *« Pour des investissements qui améliorent durablement les capacités des EF, à nourrir le Sénégal et à contribuer à la création d'emplois et de richesses aux différents niveaux et dont la gouvernance est inclusive, transparente et équitable. »*

Cette vision est déclinée en quatre axes stratégiques qui constituent les principales orientations du GDSP et sur lesquelles devront porter les interventions.

### **1. Axe stratégique 1 : ➔ Gouvernance du secteur agricole et financement de l'Agriculture familiale**

L'amélioration de la gouvernance du secteur agricole et agroalimentaire passe par une meilleure prise en compte des besoins spécifiques et des préoccupations des acteurs de la base, maillons clés de la mise en œuvre des programmes et politiques agricoles. Une meilleure participation des organisations paysannes et de la société civile à toutes les étapes d'exécution des politiques publiques est essentielle et contribue à la démocratisation des prises de décisions collectives. Le choix des secteurs et des cibles d'investissements doit se faire de manière inclusive et selon des principes d'équité entre les secteurs, les acteurs et les zones.

### **2. Axe stratégique 2 : ➔ L'amélioration de la production et de la productivité des Exploitations Familiales + La promotion de Chaines de valeurs inclusives et créatrices de richesses pour les EF**

L'exploitation familiale est la principale base du développement agricole au Sénégal. L'amélioration des capacités de production des exploitations familiales par un meilleur accompagnement et un renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et une plus grande accessibilité aux facteurs de production permettra leur adaptation aux changements climatiques, et contribuera à l'accroissement quantitatif et qualitatif de la production, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Cet axe aborde une partie des engagements 3 et 4 de la Déclaration de Malabo. Il intègre la productivité des spéculations et celle du travail et de la terre (productivité globale des facteurs).

### 3. Axe stratégique 3 : ➔ Résilience des EF

La diffusion à grande échelle d'innovations résilientes et l'accès plus aisé des EF à ces innovations ainsi que des pratiques agro-sylvo-pastorales écologiques contribueront à une meilleure résilience des exploitations familiales face aux multiples risques, à la préservation des ressources naturelles garantissant ainsi des systèmes de production diversifiés et durables. Cet axe intègre les contenus de l'Engagement 6 de la Déclaration de Malabo.

### 4. Axe stratégique 4 : ➔ Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations sera relevé grâce à un accroissement durable et diversifié de la production agro-sylvo-pastorale porté principalement par des exploitations familiales modernisées et performantes permettant de soutenir une dynamique de transformation des productions et une promotion de la consommation de produits locaux disponibles et accessibles aux consommateurs urbains et ruraux.

Favoriser l'accès des exploitations familiales à l'éducation, à l'eau potable, aux soins de santé et à l'assurance agricole améliorera aussi l'alimentation, la nutrition et la résilience des populations. Cet axe prend en compte les parties restantes des Engagements 3 et 4 de Malabo.

Le GDSP regroupe toutes organisations (OP, SC, Privés) légalement reconnues manifestant leur intérêt à intégrer le GDSP. Le GDSP se veut un cadre ouvert et son fonctionnement repose sur les composantes suivantes :

- ❑ **Assemblée Générale** ➔ Elle regroupe toutes organisations (OP, SC, Privés) qui adhèrent au GDSP et se réunit tous les 2 ans – C'est elle qui nomme le Comité directeur.
- ❑ **Le Comité Directeur** ➔ C'est l'instance dirigeante chargée de mettre en œuvre les orientations de l'Assemblée. Il regroupe toutes les faitières, les ONG et OSC qui partagent la vision du GDSP. Il se réunit tous les 6 mois sous la présidence du CNCR.
- ❑ **Le Comité technique** ➔ C'est le bras technique du Comité Directeur. Il est constitué de tous les appuis techniques des faitières qui s'engagent volontairement et son animation est assurée par la cellule d'appui technique du CNCR. Le comité se réunit au moins une fois par mois et peut mobiliser une équipe restreinte à chaque fois que c'est nécessaire notamment sur les aspects urgents.

- ❑ **Les Commissions thématiques.** Elles peuvent être désignées au niveau national et/ou régional avec des sous-commissions en cas de besoin sous la coordination des organisations désignées à cet effet.
  - ✓ Commission Agriculture
  - ✓ Commission Elevage
  - ✓ Commission Foresterie
  - ✓ Commission Pêche
- ❑ **Les Comités régionaux du GDSP (CR-GDSP).** Ils regroupent toutes les organisations paysannes et de la société civile au niveau régional
- ❑ **Les coordonnateurs régionaux** en charge de l’animation, la veille, la concertation et la participation aux niveaux régional, départemental et local (arrondissements, communes)

### 3. Méthodologie adoptée par le GDSP pour l’élaboration de ses propositions

Pour disposer d’une contribution inclusive et participative des organisations paysannes et de la société civile dans le cadre de l’élaboration du PNIASAN du Sénégal, la démarche de construction a fondamentalement reposé sur des consultations avec la base à travers des concertations dans les différentes zones agro écologiques du pays. Le cadrage thématique a été basé principalement sur les potentialités de développement agricole tenant compte des spécificités des différentes zones agro-écologiques du pays. Cette démarche a permis de mieux prendre en compte les besoins et priorités des acteurs à la base pour leur intégration dans les programmes du PNIASAN.

En outre, compte tenu de l’importance du rôle des femmes et des jeunes dans le développement du secteur agricole, souvent insuffisamment valorisé, des concertations ont été menées avec ces deux catégories d’acteurs en vue d’une meilleure valorisation de leur statut, notamment l’autonomisation des femmes et l’amélioration de l’emploi des jeunes, dans le PNIASAN.

Enfin, pour mieux documenter le plaidoyer de la société civile sur d’autres thématiques émergentes d’enjeu national, en particulier la sécurité alimentaire et la nutrition, un atelier spécifique a été organisé en marge des concertations zonales pour mieux prendre en compte cette dimension dans les propositions.

Le processus d'élaboration a été structuré autour de trois phases : (i) une phase de co-construction, d'élaboration participative et de validation des termes de référence des activités de concertations nationales et zonales (ii) une phase d'organisations des ateliers d'échanges au niveau national et zonal (iii) une phase de consolidation suivi de partage des produits des concertations en une contribution nationale.

1. La première phase a été réalisée sous la supervision et la coordination du CNCR qui assure l'animation du GDSP. La cellule d'appui technique du CNCR a mis en place un dispositif léger et efficace autour d'un comité technique restreint qui a pris en charge toutes les activités préparatoires des concertations nationales et zonales. Ce comité technique restreint a travaillé sur l'élaboration des termes de référence (TDR) des concertations en collaboration avec le Comité technique national chargé de la formulation du PNIASAN et des PTF ciblés pour appuyer la contribution de la société civile. Lesquels TDR ont fait l'objet de validation par le comité directeur.
2. La deuxième phase a consisté à la réalisation effective des concertations au niveau national et zonal et a permis aux catégories d'acteurs spécifiques ciblées (femmes, jeunes) et aux acteurs à la base d'échanger et de formuler leurs propositions sur les défis et besoins d'investissement agricole à intégrer dans le PNIASAN. Cinq ateliers zonaux et deux ateliers thématiques (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et genre) ont été organisés dans ce sens au niveau : (i) vallée du fleuve Sénégal, (ii) bassin arachidier, (iii) Sénégal oriental, (iv) zone sylvo pastorale et Niayes et enfin (v) zone Casamance. Les participants à ces concertations ont été ciblés suivant leur connaissance des questions traitées, leur expérience en matière de plaider pour l'amélioration des politiques publiques et leur mandat spécifique (légitimité de représentation d'une catégorie d'acteurs). Le ciblage a également tenu compte de leur origine géographique pour faire en sorte qu'un maximum de départements soit touché. La présence des femmes et des jeunes a également été prise en compte. Les échanges lors de ces concertations ont été élargis à d'autres catégories d'acteurs, notamment les structures techniques de l'Etat (Direction, Agence etc.), les organisations du secteur privé et les représentants de projets et programmes intervenant sur les questions spécifiques en lien avec les investissements.
3. La troisième et dernière phase a consisté, après plusieurs ateliers, à la consolidation des propositions issues des concertations nationales et régionales en un **document national portant contribution des organisations paysannes et de la société civile au processus de formulation du PNIASAN**. Ce travail a été entièrement réalisé par le comité technique du GDSP. Le document de proposition a été présenté et validé par le Comité Directeur lors d'un atelier national. Il est envisagé d'échanger ce document avec le public et toutes les autres parties prenantes du secteur agricole.

## 4. Bilan du PNIA 1

Les ateliers de concertations au niveau des zones agro-écologiques ont été mis à profit pour recueillir le sentiment des populations sur la mise en œuvre du programme d'investissement de la première génération. Ce travail a été fait non pas pour porter un jugement sur le PNIA 1 mais pour cerner des considérations qui pourraient servir de principes de gouvernance dans la mise en œuvre du prochain PNIASAN.

Le bilan sommaire réalisé lors de ces concertations a permis de mettre en lumière le fait que les acteurs à la base ont été très peu informés du processus d'élaboration et de mise en œuvre du premier Programme National d'Investissement Agricole 2010-2015. Sur la question du niveau de participation des acteurs aux projets d'investissements agricoles mis en place dans les différentes zones au cours des 5 dernières années, les avis sont mitigés : certains disent avoir été bien impliqués, alors que d'autres dénoncent le manque d'informations et une faible participation des populations dans leur mise en œuvre, en particulier pour les aménagements hydro-agricoles. Aussi, les concertations ont relevé qu'aucun des participants ne savait quels étaient les projets financés dans le cadre du PNIA. En revanche, on a pu noter que dans certaines régions, en particulier celle de la Vallée, les investissements agricoles ont été très nombreux au cours de ces 5 dernières années.

Par contre, il a été noté un consensus autour du manque de consultation des bénéficiaires sur le choix du matériel agricole; ce qui a parfois conduit à des choix inadaptés à leurs besoins. Il est apparu aussi que les financements dans le secteur de la production rizicole sont importants et génèrent des gains visibles, mais qu'il existe un déséquilibre d'investissement entre les zones et les secteurs. Ainsi, pour les producteurs œuvrant dans d'autres filières que celle du riz, il est difficile d'avoir accès aux subventions en intrants et matériels.

L'agriculture familiale reste pour les acteurs à la base, le parent pauvre des investissements dans la zone en raison notamment de l'inadaptation des modalités d'accès au matériel subventionné et aux terres aménagées. Les populations revendiquent plutôt des investissements qui favorisent le développement des exploitations familiales agricoles, le recentrement des économies locales autour d'elles et la diversification des productions et activités économiques.

En effet, ces derniers souhaitent une augmentation et une réfection des aménagements hydro-agricoles avec une répartition équitable dans toutes les zones ainsi qu'un programme d'équipement en matériel pour les exploitations familiales des différentes filières et secteurs.

La promotion de la transformation au niveau local des produits agricoles et un appui à



l'entreprise rurale sont également souhaités. La création de lignes de crédit adaptées aux exploitations familiales, aux femmes et aux jeunes contribuerait également à renforcer les capacités de production des paysans. Des efforts devraient également être consentis au niveau de la formation, que ce soit en termes de renforcement des capacités des exploitants familiaux ou grâce à la multiplication de centres de formation aux métiers agricoles.

Partant de ces considérations, il ressort deux enseignements majeurs à prendre en compte dans le cadre du processus de formulation du PNIASAN à savoir : (i) un changement de paradigme en matière de communication qui doit être inclusive et transversale durant tout le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation du programme d'investissement et (ii) la définition et l'identification des projets et programmes doivent s'appuyer sur les enseignements tirés de la première génération et se construire suivant les propositions formulées par les acteurs à la base.

## **5. Propositions des OP et de la Société Civile dans le cadre de la formulation du PNIASAN**

Le GDSP a pris l'option de synthétiser les propositions issues des concertations locales en quatre programmes en lien avec la vision du GDSP et de ses axes stratégiques mais aussi en lien avec la démarche proposée pour inscrire les propositions de projets opérationnels du PNIASAN. Chaque projet est articulé autour de composantes et des lignes d'actions avec un objectif général et des objectifs spécifiques. Le processus a duré un an (depuis janvier 2017) avec une panoplie d'activités notamment des réunions (13), des ateliers (06), des missions sur le terrain (06) et de nombreuses consultations à distance. Ce travail est le fruit du comité technique du GDSP mis en place sous l'animation et l'impulsion du CNCR.

***Projet1 : Programme d'appui et d'accompagnement du GDSP dans la socialisation, le suivi, l'animation du dialogue politique autour de la mise en œuvre du PNIASAN et des politiques publiques.***

**Justification du projet :**

Les enjeux de développement agricole sont indissociables des enjeux plus larges de développement rural notamment l'aménagement du territoire, la nutrition, la protection sociale, les marchés et à l'environnement des affaires, la sécurité sanitaire des aliments, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, etc. Ces thématiques qui mobilisent plusieurs secteurs et catégories d'acteurs nécessitent des approches et des arbitrages intersectoriels et multi-acteurs. Les Organisations Paysannes (OP) qui ont participé aux consultations zonales du GDSP ont souligné des insuffisances dans les mécanismes de gouvernance des subventions agricoles qui ne parviennent pas à certaines exploitations familiales, en particulier dans les filières qui ne sont pas promues par l'État. Elles ont également soulevé le fait que les modalités d'accès au matériel subventionné ne sont pas adaptées aux capacités des OP. De ce point de vue, les OP devraient être considérées comme des acteurs clés dans la réussite du PNIASAN, leur consultation et leur participation doivent être vues comme systématique. Il faudra en particulier s'assurer de leur participation dans tout le processus de mise en œuvre depuis la formulation, la mise en œuvre, jusqu'à suivi-évaluation.

Partant de ces considérations, la justification d'une amélioration de la gouvernance du secteur trouve ses fondements dans les principes suivants :

- Le renforcement du travail inter sectoriel afin de développer la cohérence des politiques sectorielles et des interventions afin d'augmenter l'impact du PNIASAN.
- Assurer un processus participatif dès la définition à la mise en œuvre des plans d'investissement, conformément au PNIASAN qui stipule que les OP et la Société civile devront être impliquées dans la définition de programmes qui déclineront le plan d'investissement.
- Assurer le fonctionnement des systèmes de suivi et évaluation avec l'implication des OP et la Société civile.
- L'amélioration de la gouvernance exige des concertations et la participation active des différents groupes d'acteurs.

**Objectif général:**

Contribution à une meilleure gouvernance du PNIASAN par une participation significative et responsable des OP et de la société civile dans toutes ses étapes de mise en œuvre.

### **Objectifs spécifiques**

1. Faciliter la cohérence des interventions du PNIASAN par l'instauration d'un dialogue multi acteur, participatif et inclusif sur des instruments et mécanismes nécessaires à sa concrétisation
2. Faciliter l'appropriation du PNIASAN à travers la mise en place d'un dispositif communicationnel fonctionnel et de veille sur la mise en œuvre du programme.

### **Impact du projet**

- Amélioration de la gouvernance du PNIASAN.
- Amélioration de la légitimité du PNIASAN auprès des acteurs
- Amélioration de l'efficacité et de l'efficience du PNIASAN.
- Amélioration de l'environnement des affaires, de la gouvernance, du financement du secteur agricole et de la sécurité alimentaire et de la nutrition

### **Composantes du projet :**

- Composante 1 : Animation du dialogue politique sur la mise en œuvre du PNIASAN
- Composante 2 : Mise en place et animation d'un dispositif communicationnel et de veille sur la mise en œuvre du PNIASAN
- Composante 3 : Suivi-évaluation : Membres du GDSP

Populations bénéficiaires pour chaque composante

- Composante 1 : les producteurs et leurs OP, les Ministères sectoriels, les décideurs.
- Composante 2 : les producteurs, les Ministères sectoriels, les décideurs, les Organisations de producteurs.
- Composante 3 : Membres du GDSP

**Genre de la composante :** Hommes, Femmes et Jeunes

### **Description des actions et des résultats**

⇒ **[Composante Animation du dialogue politique sur la mise en œuvre du PNIASAN](#)**

**Résultat attendu :** La mobilisation, l'implication et la contribution des Organisations de Producteurs et Professionnels Agricoles (OPPA) et de la société civile dans le processus de mise en œuvre du programme sont assurées.

### **Activités :**

1. Organisations d'ateliers de réflexions stratégiques sur les enjeux, les approches et les

démarches à privilégier pour une meilleure efficacité des investissements agricoles.

2. Organisation de réflexions sur des questions d'intérêt stratégiques : subventions, agro-écologie et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN), fiscalité agricole, engrais, semences, mécanisation, aménagements hydro-agricoles, investissements, financement du secteur primaire, foncier, assurance agricole, etc.
3. Organisation de revues annuelles sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PNIASAN avec l'ensemble des acteurs concernés.
4. Organisation de consultations citoyennes pour permettre aux populations rurales et urbaines de s'informer, d'apprécier l'état de mise en œuvre et de faire des propositions sur la mise en œuvre du PNIASAN
5. Accompagnement des comités locaux du GDSP dans l'animation du dialogue au niveau local autour du PNIASAN et des thématiques stratégiques
6. Facilitation de la construction et la promotion de Directives Nationales pour une gouvernance du PNIASAN auprès des autorités nationales et locales en vue de leur adoption.

⇒ *Composante Mise en place et animation d'un dispositif communicationnel et de veille sur la mise en œuvre du PNIASAN*

**Résultat attendu** : Les conditions cadres sont réunies pour une bonne appropriation du PNIASAN et de sa bonne mise en œuvre sur toute l'étendue du territoire national.

**Activités** :

1. Mise en place et installation des comités locaux (comité régional et/ou inter-régional selon les ZAE).
2. Mise en place d'un dispositif de production de connaissances sur la gouvernance du PNIASAN (observatoire, etc.).
3. Élaboration et Mise en œuvre d'une stratégie de communication sur la mise en œuvre du PNIASAN
4. Campagne d'informations et de plaidoyer sur la mobilisation des ressources pour le financement du PNIASAN auprès des membres du gouvernement, des députés, des conseillers économiques, sociaux et environnementaux, des élus locaux, des leaders d'opinion (chefs religieux et coutumiers), des PTF et autres organisations de la société civile.
5. Organisation et animation d'émissions radio, télé sur la mise en œuvre du PNIASAN

6. Organisation d'évènements de communication et d'information (foire itinérante, journées portes ouvertes, points de presse, participation foires, etc.) sur le PNIASAN.
7. Formation des membres du GDSP sur des thématiques diversifiées pour leur permettre jouer pleinement leurs rôles dans la veille sur les politiques publiques (Analyse et suivi des politiques, suivi budgétaire, suivi-évaluation, etc.) mais aussi l'accompagnement des populations locales et les organisations professionnelles agricoles dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, programmes et projets publics à travers des mécanismes décentralisés. Pour cela, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs du GDSP dans les différentes régions du Sénégal.

⇒ *Composante Coordination et Suivi-évaluation des activités*

**Résultat attendu :** Un dispositif de coordination et de suivi-évaluation des activités est mis en place et est fonctionnel.

**Activités :**

1. Mobilisation de ressources humaines pour la coordination.
2. Renforcement des capacités opérationnelles du Groupe de Dialogue Sociale et Politique pour assurer la coordination et le suivi-évaluation du projet (fonctionnement).

## ***Projet 2 : Programme d'accroissement et de préservation des bases productives des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et halieutiques***

### ***Justification du projet :***

La baisse des revenus agricoles et de la contribution de l'agriculture à l'économie nationale a été causée en grande partie par la baisse des volumes de productions agricoles. Cette faiblesse résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs défavorables, à savoir : (i) la baisse de la fertilité des sols suite à des pratiques agricoles non vertueuses, (ii) l'insuffisance voire l'indisponibilité de semences certifiées et de fertilisants, (iii) la vétusté voire le manque de matériels agricoles pour les opérations de culture et de post-récolte et (iv) le caractère erratique de la pluviométrie. De telles contraintes ont été récemment aggravées par le phénomène de changements climatiques.

La terre constitue le premier et le plus important capital des exploitations familiales en milieu rural. Grâce à la terre, les exploitations familiales tirent une grande partie des ressources dont elles ont besoin pour assurer leur sécurité alimentaire, payer les soins de santé et l'éducation de leurs enfants etc. Elles y mènent des activités agricoles, pastorales, agroforesteries etc. Cependant, ce patrimoine est menacé et est en situation de dégradation très avancée. Près de 2,5 millions d'hectares de terres sont dégradées, ce qui équivaut aux deux tiers des terres arables totales du Sénégal mettant ainsi une population estimée à plus de 3 170 257 habitants dans des situations d'insécurité alimentaire et de pauvreté parfois inquiétantes.

Aussi, beaucoup d'efforts ont été consentis dans la reconstitution du capital semencier pour améliorer la productivité des systèmes de culture de céréales (mil, sorgho, maïs riz) et des légumineuses (plus spécialement l'arachide) par la mise en œuvre de plusieurs programmes de multiplication des semences certifiées. Mais force est de constater que jusqu'à présent la disponibilité des semences certifiées en quantité suffisante et à des prix accessibles n'est pas effective et ne répond pas aux besoins des paysans.

Concernant les matériels agricoles et de transformation des produits agricoles, la forte demande exprimée par les exploitations familiales et leurs organisations, malgré l'offre de plus en plus diversifiée, n'a pu être satisfaite du fait d'un défaut de mise en relation adéquate entre la demande, l'offre et le financement de la demande.

Par ailleurs, l'accès des exploitations familiales agricoles et pastorales à l'eau productive est déterminant pour améliorer la productivité, en particulier dans les zones qui ne dépendent que de la pluie. Dans le cadre du bilan du PNIA1, les populations ont soulevé des inégalités en terme de répartition géographique des aménagements hydrauliques agricoles et pastoraux entre les régions et à l'intérieur des régions (l'implantation des derniers forages pastoraux ne respecte pas le maillage préconisé par la Direction de l'Hydraulique). Elles

ont également insisté sur la qualité des investissements qui n'est pas toujours appréciée (mauvais aménagements, problèmes de drainage,...) et sur l'absence de prise en compte du coût énergétique (système de pompage à gasoil) qui rend notamment la production de riz peu rentable. D'autre part, ils sont conscients de l'importance de gérer durablement l'eau dans un contexte de raréfaction des pluies. Leur participation à la gouvernance de l'eau productive sera donc déterminante pour assurer une gestion durable des aménagements et une utilisation rationnelle de l'eau.

Face à ces contraintes, le Gouvernement du Sénégal, avec l'appui de ses partenaires au développement, à travers des efforts financiers croissants depuis les années 2000, a cherché à améliorer les conditions pour booster la production. Les subventions octroyées mais limitées par les capacités financières de l'État, n'ont pas pu, en raison de l'ampleur des besoins, satisfaire la forte demande. Ainsi, est-il apparu judicieux de définir et de mettre en œuvre ce programme pour soutenir l'État dans ses efforts d'amélioration des conditions cadres pour accroître la productivité et la production agro-sylvo-pastorale et halieutique.

### **Objectif général:**

Contribuer à l'amélioration des conditions cadres pour accroître la production et la productivité des exploitations familiales et préserver les systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.

### **Objectifs spécifiques**

1. Restaurer les bases productives des terres par la diffusion et l'adoption de technologies et pratiques pour faire face aux changements climatiques ;
2. Reconstituer le capital semencier du Sénégal en vue de satisfaire les besoins nationaux.
3. Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs et les OP à travers des formations et un accompagnement pour préserver et améliorer les écosystèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques
4. Augmenter les capacités d'acquisition de matériels agricoles et de transformation des produits.
5. Améliorer l'accès des populations aux facteurs de base (eau, éducation, santé) pour transformer leurs cadres de vie

### **Impacts du projet**

- Accès très élargi des exploitations familiales aux facteurs de production (semences, engrais) et aux équipements agricoles ➡ Accroissement durable des rendements et des revenus des exploitations familiales.
- Amélioration des compétences et aptitudes techniques et organisationnelles des exploitations familiales.

- Relèvement du niveau de performance des systèmes d'élevage ➔ Accroissement des revenus des éleveurs.
- Développement et adoption de pratiques agro-sylvo-pastorales et halieutiques respectueuses de l'environnement.

Populations bénéficiaires pour chaque composante

- Composante fertilisation : les producteurs, les éleveurs, les OP, les collectivités locales, les décideurs, les chercheurs, les médias, etc.
- Composante semence : les producteurs, les OP, les structures de recherche, les institutions en charge du contrôle qualité et de la certification, les coopératives agricoles, les institutions de finance, les collectivités locales ; les services techniques en charge du développement rural
- Composante formation/accompagnement : les producteurs, les OP, les techniciens, les auxiliaires, les collectivités locales, les institutions de formation, les artisans, les services techniques en charge du développement rural.
- Composante développement des pratiques agro-écologiques : les producteurs, les OP, les conseillers agricoles, les institutions de recherche, les services techniques en charge de la protection des végétaux.
- Composante développement/mise à l'échelle d'unités pastorales : les éleveurs, les collectivités locales, les OP, les associations villageoises, les services techniques en charge du développement rural.
- Composante équipement et aménagements : les populations, les producteurs, les OP, les collectivités locales.

### *Description des actions et des résultats*

#### ⇒ *Composante fertilisation :*

Résultat attendu : Au moins 50000 hectares exploités par 50000 exploitations familiales sous des technologies de gestion durable des terres.

Activités :

1. Mise à l'échelle de la diffusion de technologie de gestion durable des terres.
2. Construction de partenariat multi-acteurs (alliance) autour de la fertilisation des terres.
3. Campagne de sensibilisation des décideurs sur l'intégration de la dimension GDT



et sa mise en œuvre dans les documents de politiques locales (plans locaux de développement, etc.).

4. Recherche/Développement sur la fertilisation organique notamment l'utilisation de la fiente de volaille et les résidus de récoltes (paille de riz, paille d'arachide, etc.).
5. Communication et gestion des connaissances.

#### ⇒ Composante semences :

**Résultat attendu :** Les exploitations familiales utilisent des semences certifiées sur 50% des terres cultivées en maïs, riz et arachide.

#### **Activités :**

1. Vulgarisation des nouvelles variétés de semences végétales et fourragères à haute valeur nutritive
2. Appui à la production de semences (coopératives, OP)
3. Renforcement des systèmes d'autocontrôle de la qualité des semences
4. Mise en place d'infrastructures et équipement pour la conservation et la distribution des semences certifiées
5. Appui à la commercialisation à travers la contractualisation avec les industries et la mobilisation des financements

#### ⇒ Composante formation/accompagnement

**Résultat attendu :** Les exploitations familiales et leurs OP ont une bonne maîtrise des itinéraires techniques de culture et planifient mieux les cycles de production

#### **Activités :**

1. Formation des producteurs et techniciens sur les pratiques agro écologiques.
2. Formation des producteurs et des OP sur les itinéraires techniques mis au point par la recherche agricole.
3. Formation des auxiliaires vétérinaires.
4. Renforcement des capacités des producteurs et OP en gestion financière en particulier les jeunes et les femmes.
5. Formation des exploitations de pêcheurs sur la pisciculture et l'aquaculture ainsi que sur la réglementation en matière de pêche.
6. Développement d'un système de suivi d'appui conseil et d'accompagnement de

proximité des exploitations familiales.

7. Développement de formation-insertion des jeunes dans les métiers de l'Agriculture.
8. Renforcement des capacités des artisans et PME/PMI dans la maintenance, la réparation de matériels agricoles et de transformation adaptés aux conditions des zones agro-écologiques du Sénégal.

#### ⇒ Composante développement des pratiques agro-écologiques

**Résultat attendu :** Les pratiques respectueuses de l'environnement à travers l'agro-écologie sont mieux connues et adoptées.

#### **Activités :**

1. Démonstrations in situ de pratiques agro-écologiques
2. Développement de mécanismes d'accès des exploitations familiales aux intrants organiques (subvention des biofertilisants, valorisation des déchets ménagers).
3. Recherche participative sur la lutte raisonnée et lutte biologique et diffusion à grande échelle des résultats.
4. Faciliter la mise en place de marchés de proximité à l'échelon local, national et régional des produits de l'agroécologie paysanne et travailler sur leur identification « labellisation avec un système de contrôle interne et participatif ».
5. Développer la Recherche participative (Paysannes et Chercheurs alliés) en agroécologie paysanne.
6. Faciliter la capitalisation et la diffusion de nos pratiques, analyses, expériences...en agroécologie paysanne.

#### ⇒ Composante développement/mise à l'échelle d'unités pastorales

**Résultat attendu :** La productivité animale et la santé animale sont améliorées

#### **Activités :**

1. Formation et accompagnement à la gestion efficace des unités pastorales
2. Réalisation de forages pastoraux
3. Développement de cultures fourragères
4. Amélioration des races locales
5. Campagne d'informations pour la lutte contre le vol de bétail

6. Développement de mécanismes d'accès des EF aux aliments de bétail
7. Appui à la commercialisation par des circuits courts (exploitants-consommateurs)

⇒ Composante équipements/Aménagements (agriculture, pêche, élevage)

**Résultat attendu** : les conditions-cadre de production des exploitations familiales sont améliorées à travers un soutien aux équipements et aux aménagements.

**Activités** :

1. Aménagements hydro-agricoles
2. Réalisation de pistes pastorales et pistes pour faciliter l'écoulement des produits
3. Développement de mécanisme d'accès des EF de pêche au matériel de pêches et de pisciculture (subvention)
4. Équipement pour activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes
5. Diffusion à grande échelle de kits de matériels agricoles et de transformation des produits agricoles par les exploitations agricoles familiales et les OP.

***Projet 3 : Programme de promotion d'une Gouvernance inclusive pour une gestion durable des ressources foncières, pastorales et halieutiques.***

**Justification du projet :**

La gouvernance des ressources naturelles (foncière, pastorale et halieutique) est considérée aujourd'hui partout au Sénégal comme une question clé, qu'il est nécessaire d'améliorer pour répondre aux nombreux défis auxquels doit faire face le pays. Croissance de la population, augmentation des besoins alimentaires, préservation des ressources naturelles, équité entre les sénégalais, besoins de l'urbanisation, approfondissement de la décentralisation, investissement privé dans le secteur agricole, coordination et harmonisation des politiques publiques sont autant d'enjeux qu'il est actuellement indispensable de prendre en compte dans cette réflexion, pour une croissance durable et une réduction significative de la pauvreté.

La définition et l'adoption de mécanismes de gouvernance des ressources sont loin d'être de simples questions techniques, qui peuvent rapidement être traitées en s'appuyant simplement sur des dispositions juridiques et la mise en place d'outils. Les enjeux socio-politiques sont tels que ces questions doivent faire l'objet d'une large concertation et consultation avec les principales parties prenantes afin que des principes de gouvernance inclusive ainsi que les options qui seront prises soient largement partagées. C'est une condition indispensable pour que le dialogue politique sur la gestion et la gouvernance des ressources soit efficace. Telles sont les raisons qui justifient la formulation de ce projet.

**Objectif général:**

Contribuer à l'instauration d'une gouvernance transparente, inclusive et efficace des ressources foncières, pastorales et halieutiques.

**Objectifs spécifiques**

1. Améliorer les cadres légaux existants de gestion des ressources foncières, pastorales et halieutiques (code pastoral, code de l'environnement, code de la pêche, lois foncières)
2. Promotion discriminatoire pour l'accès des jeunes et des femmes aux ressources foncières, pastorales et halieutiques
3. Renforcer les capacités des producteurs et les OP à travers des formations et un accompagnement pour une meilleure gouvernance des ressources foncières, pastorales et halieutiques au niveau communal et départemental.
4. Capitaliser et diffuser les pratiques en matière de gouvernance des ressources foncières, pastorales et halieutiques.

### Impacts du projet

- Amélioration des revenus des femmes et des jeunes ➡ Émancipation des femmes (autonomisation) et réduction du taux de chômage des jeunes.
- Assainissement durable des relations entre acteurs dans la gestion des ressources naturelles (forestières, foncières et halieutiques).
- Amélioration des compétences et aptitudes des producteurs et leurs OP ➡ Amélioration de la qualité de la participation et de la contribution des producteurs et leurs OP dans la gestion des ressources.
- Appropriation et adoption des bonnes pratiques ➡ participation à l'instauration d'un environnement sain et durable garant d'une bonne gouvernance des ressources naturelles.

### Populations bénéficiaires pour chaque composante

- Composante Accès et sécurisation des EF aux ressources foncières, pastorales et halieutiques : producteurs, pêcheurs, éleveurs, OP, collectivités locales
- Composante mise en place d'outils/instruments de gestion concertée sur les ressources aux différentes échelles (locale, régionale et nationale): OP, les collectivités locales, la société civile, populations, les ONG, les médias,
- Composante formation/accompagnement : pêcheurs, producteurs, éleveurs, OP
- Composante Capitalisation et diffusion de bonnes pratiques: populations, collectivités locales, OP, producteurs, médias, décideurs,

### Description des actions et des résultats

#### ⇒ Composante Accès et sécurisation des EF aux ressources foncières, pastorales et halieutiques:

**Résultat attendu :** les cadres légaux de gestion des ressources affectent aux femmes et aux jeunes des droits d'accès spécifiques accru aux ressources productives et ont augmenté leurs revenus.

#### **Activités :**

1. 1. Campagne d'IEC sur le droit des femmes et sur l'emploi des jeunes (caravanes, émissions radios et télé, causeries communautaires, etc.)
2. 2. Accompagnement des femmes dans le processus d'acquisition des terres
3. 3. Accompagner les jeunes dans le processus d'accès aux ressources et d'installation

4. 4. Dotation en équipement aux femmes et aux jeunes (Renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes)
5. 5. Promotion/Généralisation des conventions locales sur le foncier pastoral (délimitation, aménagement et réglementation des zones de parcours et des espaces de parcours et de vaines pâtures).

⇒ *Composante mise en place d'outils/instruments de gestion concertée sur les ressources aux différentes échelles (locale, régionale et nationale):*

**Résultat attendu :** les cadres légaux de gouvernance des ressources foncières, pastorales et halieutiques améliorés aux différentes échelles (local, régional et national)

**Activités :**

1. Études sur l'état des lieux sur la gouvernance des ressources foncières, pastorales et halieutiques
2. Évaluation des POAS et conventions locales
3. Construction d'outils/instruments de gestion adaptée
4. Promotion/généralisation des outils/instruments de gestion des ressources
5. Campagne de sensibilisation et de communication sur les Directives volontaires (AF, gouvernance foncière, etc.)

⇒ *Composante formation/accompagnement*

**Résultat attendu :** les producteurs, pêcheurs et éleveurs ainsi que leurs OP sont mieux outillés pour améliorer la qualité de leur participation dans la gouvernance des ressources.

**Activités :**

1. Mise en place d'un groupe de travail de la société civile sur la gouvernance des ressources.
2. Accompagnement dans l'animation du groupe de travail.
3. Formation/sensibilisation des acteurs sur la réforme foncière.
4. Formation et sensibilisation des acteurs (EF, OP, élus, parlementaires, conseil économique et sociale, HCCT, etc.) sur les directives volontaires sur la gouvernance foncière et des pêches.
5. Formation des acteurs (EF, OP, élus, parlementaires, conseil économique et sociale,

HCCT, journalistes, etc.) sur les dispositions et textes législatifs (législation foncière, code pastorale, code des pêches, etc.).

6. Organisation de visite d'échanges auprès d'autres acteurs ou pays pour s'imprégner des bonnes pratiques en matière de gouvernance des ressources.

⇒ *Composante Capitalisation et diffusion de bonnes pratiques:*

*Résultat attendu :* Les bonnes pratiques en matière de gouvernance des ressources sont capitalisées et diffusées auprès des différents acteurs.

*Activités :*

1. Répertoire de toutes expériences et initiatives en matière de bonnes pratiques.
2. Élaboration de documents de capitalisations.
3. Edition et diffusion à grande échelle de ces expériences et bonnes pratiques.
4. Animation d'émissions radio/télé autour de ces expériences et pratiques avec la population.

#### ***Projet 4 : Programme de développement de systèmes alimentaires basés sur la promotion des produits locaux.***

##### **Justification du projet :**

Les exploitations familiales assurent 80 % de la production agricole nationale, sans pouvoir significatif sur les flux commerciaux et sans en retirer les plus-values, qu'elles seraient en droit d'espérer. Les exploitations familiales rencontrent de grandes difficultés pour produire, stocker, transformer, conserver. Les pertes post récoltes sont importantes et elles souffrent de la concurrence des produits alimentaires importés. Elles accèdent difficilement au crédit bancaire et sont exposées au dictat des commerçants et fournisseurs.

Sur les trente dernières années, la population du Pays a plus que doublé avec un taux de croissance annuel de 2,7 %. La population atteindrait selon les prévisions, 16 millions d'habitants en 2020, 20 millions en 2030 et 28, 6 millions en 2050. (Source, UNDESA, 2011). 50% au moins de cette population vivra en zone urbaine. Le marché Sénégalais ne peut être laissé à la merci de l'alimentation de masse de l'agro-industrie et surtout des importations. Les défis actuels de la souveraineté alimentaire n'autorisent plus les organisations paysannes à s'accommoder de cette situation qui prive les producteurs d'une grande opportunité pour une meilleure mise en marché de leurs produits.

Les chaînes de valeur agroindustrielles, dans la plupart des cas n'ont pas servi de levier de développement mais de sources d'approfondissement des inégalités. On tend vers des modèles extractifs où les valeurs sont exportées alors que dans les marchés territoriaux, les valeurs sont captées par les territoires et contribuent à leur développement.

La promotion de la valorisation des produits agricoles doit suffisamment tenir compte de ces systèmes alimentaires territorialisés dont les principaux objectifs sont : (i) Valoriser les produits agricoles dans des filières de proximité ; (ii) Privilégier l'agriculture familiale et des réseaux de PME agroalimentaires, des circuits alternatifs de commercialisation et mieux partager la valeur créée ; (iii) Inventer de nouveaux modèles de production respectueux de la santé des consommateurs et intégrant une bonne gestion des ressources naturelles tout en limitant l'impact sur l'environnement et (iv) Réduire les pertes et gaspillages tout au long de la chaîne alimentaire.

##### **Objectif général:**

Contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté, ainsi que des inégalités entre les territoires.



### Objectifs spécifiques

- Valoriser la production, la transformation et la consommation des produits dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des populations locales vulnérables.
- Mobiliser les acteurs autour d'une coalition pour la promotion et le renforcement de systèmes alimentaires basés sur les produits locaux.
- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des acteurs pour bien promouvoir l'utilisation des produits locaux.

### Impact du projet

- Accroissement et diversification de l'offre de produits bruts et transformés ainsi que l'amélioration de la commercialisation par le biais du renforcement des capacités techniques, économiques et organisationnelles des promotrices/promoteurs.
- Réhabilitation des productions locales dans la consommation quotidienne des sénégalais.
- Une meilleure prise en compte des questions alimentaires et de nutrition dans les politiques publiques.
- Populations bénéficiaires pour chaque composante
- Composante Appui à la production (matériels, intrants) : Producteurs, productrices, OP
- Composante Appui à la collecte, conservation, transformation et commercialisation des produits locaux : Producteurs, productrices, OP, transformatrices, transformateurs, commerçants, commerçantes
- Composante Développement de partenariat multi-acteurs autour du « consommer local » : OP, collectivités locales, services techniques décentralisés, structures de recherche, consommateurs, commerçants, commerçantes, transformateurs et transformatrices.
- Composante Formations et renforcement de capacités : Productrices, producteurs, OP, transformateurs, transformatrices, collectivités locales.

Description des actions et des résultats

#### ⇒ Composante: Appui à la production (matériels, intrants)

**Résultat attendu :** Les revenus producteurs et productrices sont augmentés par un accroissement des performances.

**Activités :**

1. Constructions d'unités locales de production d'aliments de bétail
2. Mise en place de services financiers adaptés (subventions, mécanismes, modalités et recouvrement) aux EF en particulier aux femmes
3. Acquisition de matériels de production à coût subventionné ou à crédit avec un taux d'intérêt bonifié
4. Soutien à l'approvisionnement et à l'accès aux intrants.
5. Accompagnement pour l'obtention de fonds de roulement pour l'acquisition de matières premières et des produits transformés.

⇒ **Composante: Appui à la collecte, conservation, transformation et commercialisation des produits locaux**

**Résultat attendu :** les conditions d'améliorations de la valeur ajoutée des produits agricoles sont assurées

**Activités :**

1. Construction et aménagement de magasins de stockage, chambres froides
2. Constructions et équipement d'unités locales de transformation (riz, lait, horticoles et autres céréales)
3. Mise en place et consolidation d'initiatives paysannes d'approvisionnement de marchés de proximité
4. Promotion/Accompagnement des EF et des OP dans la mise en place de circuits courts de commercialisation pour des chaînes de valeurs stratégiques (céréales sèches, riz, poissons, lait, niébé, oléagineux, volaille et petits ruminants)
5. Appui à la collecte des produits

⇒ **Composante Développement de partenariat multi-acteurs autour du « consommer local »**

**Résultat attendu :** Une coalition autour du « consommer local » pour un renforcement des systèmes alimentaires est créée et est fonctionnelle.

**Activités :**

1. Campagne d'IEC sur les bienfaits nutritionnels, économiques et sociaux des produits locaux (⇒ Promotion de l'agriculture nutritive)

2. Rencontres périodiques d'échanges et de coordination entre acteurs
3. Plaidoyer pour le soutien au développement et/ou renforcement de systèmes alimentaires locaux
4. Capitalisation et valorisation des expériences/initiatives paysannes sur le consommer local

⇒ *Composante: Formations et renforcement de capacités*

**Résultat attendu :** Les capacités des acteurs de la chaîne de valeur autour des produits agricoles sont renforcées.

**Activités :**

1. Formation et accompagnement des femmes et les jeunes sur la qualité des produits locaux (production, transformation et commercialisation)
2. Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des jeunes et des femmes sur la commercialisation et la transformation des produits locaux
3. Formation des OP et des EF sur la mise en marché de produits locaux

## 6. Conclusion

Les différentes propositions articulées autour de ces quatre programmes sont issues des consultations avec les acteurs de la base et l'exercice auquel s'est attelé le GDSP a consisté à traduire fidèlement les préoccupations exprimées par les populations. Le groupe a pris l'option de les construire en programmes opérationnels pour faciliter leur intégration et leur portage par les institutions en charge de la mise en œuvre du PNIASAN tout en précisant qu'il existe au sein du GDSP des organisations qui ont l'expérience, l'expertise et la capacité de mettre en œuvre de telles actions et qu'il serait important d'associer dans la mise en œuvre.

Par ailleurs, il serait aussi important de signaler que ces actions n'auront d'impact que si elles sont accompagnées de mesures d'accompagnement d'ordre politiques, notamment sur les questions d'accès, de contrôle et de gestion durable des ressources productives (terre, eau, produits halieutiques, forêts...) par les populations comme fondements de la souveraineté alimentaire et du développement durable du pays.

A ce titre, le GDSP préconise de :

- Développer une politique de gouvernance foncière transparente et équitable qui sécurise les terres au profit des autochtones et des EF face aux accaparements à grande échelle (agricoles et miniers) -Cf. document de position du CRAFS sur la gouvernance foncière ;

- Promouvoir une gouvernance inclusive, transparente, équitable et durable de l'eau productive ;
- Vulgariser la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale auprès des populations et élaborer des décrets de mise en œuvre;
- Vulgariser les politiques de pêche et impliquer tous les acteurs, en particulier les femmes et les jeunes dans l'élaboration et la révision des politiques de pêche et lors de la ratification des accords internationaux et des contrats de pêche avec les industries ;
- Veiller à ce que le contenu négocié du code pastoral soit adopté en entier et vulgarisé auprès des acteurs de l'élevage;
- Inscrire la Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN) au cœur des politiques agricoles avec des programmes de promotion de l'agro foresterie;
- Promouvoir des mesures incitatives pour faciliter l'accès des populations aux énergies renouvelables pour l'accès à l'eau et la valorisation des produits basés sur des technologies innovantes et un savoir-faire endogène.

L'État devra également mettre en place des mécanismes de :

- protection des marchés locaux,
- facilitation de l'accès des exploitations familiales à des financements structurants (crédits long terme à des taux bonifiés, fond de garantie, etc.)
- révision du système de formation et de vulgarisation,
- amélioration de la gouvernance des subventions agricoles.

**Enfin, tirant les leçons du processus et dans le souci d'arriver à une contribution plus efficace dans les instances de gouvernance et de concertation, le GDSP attire l'attention des autorités en charge de tels processus la nécessité de permettre et de garantir une meilleure représentativité du GDSP dans les rencontres multi-acteurs (un plus grand nombre de représentants compte tenu de son caractère multisectoriel) pour permettre une prise en compte et intégration des propositions des Organisations Paysannes et de la Société Civile dans tous les secteurs.**







